

# AGRICULTURE ET ECONOMIE DE MARCHE DANS LE SUD-OUEST DE MADAGASCAR

par

Jean Michel HOERNER

Le sujet est vaste et relèverait autant de l'histoire, de l'économie, voire de l'économie rurale que de la géographie. C'est toutefois en qualité de géographe, soucieux de considérer comme base de son étude un espace précis, que nous traiterons cette question ; d'ailleurs, nous limiterons cet espace au Sud-Ouest de Madagascar qui, pour nous, s'étend du pays de Manja au Sud mahafaly, sans jamais dépasser les frontières du *faritany* (ex-province) à l'est. Le titre de cette communication aurait pu tout aussi bien devenir : « Agriculture et développement dans le Sud-Ouest malgache », tant il est vrai que dans une région du Tiers-Monde comme la nôtre, le choix des orientations agricoles est déterminant pour son développement. Il faudrait alors écrire un livre tout entier pour parvenir à nos fins ! Nos ambitions devant s'adapter à l'exercice qui nous est imposé ici, nous considérons simplement cet exposé comme une introduction, même si nous sommes amenés parfois à approfondir certaines questions.

## I. CONDITIONS DE LA PENETRATION DE L'ECONOMIE MARCHANDE

L'économie de marché s'est surtout développée dans le Sud-Ouest malgache à partir de la colonisation française, par conséquent au début de ce siècle ; mais il est vrai que certaines bases en avaient été jetées dès le siècle dernier, avec le commerce des traitants européens de Tuléar et Nosy-Ve surtout (1). Cette économie monétaire s'est immédiatement confondue avec l'économie de traite qui ne serait, en fait, selon l'expression de B. Kayser (2) qu'un « troc évolué », les Européens d'autre part, devant de plus en plus composer avec les commerçants indo-pakistanaïses (*karany*) au niveau des structures de contrôle.

---

(1) R.L. Ader, Les traitants de Nosy-Ve Tuléar à la fin du XIXème siècle, Tuléar. *Etudes tuléariennes*, N° 2, ronéo, 1970, 26 p.

(2) B. Kayser, *L'agriculture et la société rurale des régions tropicales*, Paris, SEDES, 1969, 207 p.

Nous rappellerons brièvement les mécanismes généraux propres à n'importe quelle région coloniale. Ainsi, la métropole recherche à la fois dans ses colonies les matières premières nécessaires à son développement industriel et le marché permettant d'écouler ses produits manufacturés. La création de l'impôt, « stimulant de l'économie indigène » selon Galliéni, impôts per capita et taxes sur les bovidés, a logiquement contraint les agriculteurs à vendre une partie de leur récolte ; par ailleurs, « l'effet de démonstration » qui n'est autre que la première pierre d'une société de consommation, a contribué également au développement des cultures commerciales. Pourtant, si les paysans participent à la circulation monétaire, ils apprennent aussi que l'argent a un prix quand apparaît l'usure. Nous sommes là au cœur du mécanisme, tel que l'a si bien décrit P. Ottino pour le Bas-Mangoky (3) :

— L'appareil commercial est très diversifié, des grossistes aux détaillants de brousse ; il est, dans sa quasi-totalité, entre les mains des Indo-Pakistanaïses.

— L'agriculteur vend sa récolte à bas prix à un collecteur-boutiquier qui lui revend à prix fort les produits manufacturés généralement importés ou fabriqués dans des villes extra-régionales.

— Presque toujours cet agriculteur est amené à s'endetter et il doit produire deux fois plus pour rembourser le commerçant, d'où une déflation de fait des produits agricoles au niveau des producteurs.

— Pour conclure, la dépendance de ce paysan vis-à-vis du collecteur-boutiquier est de plus en plus nette : l'économie de traite est totale.

Ce système bien sûr suppose le développement des cultures spéculatives : pois du Cap (*kabaro*), paddy (*vary*), arachides (*kapike*), haricots (*tsaramaso*), lentilles (*antsoroka*), pois-vohèmes (*lojy*), etc., ou la commercialisation de produits traditionnellement vivriers : manioc (*balahazo*), maïs (*tsako*), etc. Une autre forme d'exploitation de la masse paysanne apparaît parallèlement à cette économie de traite : le faire-valoir indirect, c'est-à-dire surtout le développement du métayage.

L'économie de plantation, faute de capitaux abondants et d'une rentabilité des investissements non assurée à court ou moyen terme, dans la mesure où l'irrigation semble nécessaire, reste limitée aux plaines du Bas-Manombo ; mais partout où les conditions naturelles le permettent, apparaissent des « concessions en métayage arriéré » comme l'écrivent R. Battistini et A. Guilcher (4).

Généralement, le propriétaire fournit la terre et quelquefois les semences, le métayer la force de travail, et le partage se fait en fifty-fifty ou *vakisasaka*.

Toutefois, le développement des cultures commerciales est freiné par plusieurs facteurs. Tout d'abord, la mise en place de l'infrastructure routière demeure très embryonnaire : les grands axes routiers que constituent la R.N.10 vers le Sud, la R.N.7 vers les Hautes-Terres et la R.N.9 vers le Nord à partir de Tuléar, sont des pistes trop sujettes aux conditions atmosphériques et l'amortis-

---

(3) P. Ottino, *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky*, Paris, Ed. Berger-Levrault, 1963, 375 p.

(4) R. Battistini et A. Guilcher, *Madagascar : géographie régionale*, Paris, C.D.U., 1968, 134 p. ronéo.

sement du matériel roulant aboutit à des coûts de transport très élevés ; d'autre part, certaines régions restent relativement enclavées : la basse-vallée de l'Onilahy, la plaine côtière mahafaly et a fortiori les régions septentrionales d'Ankazoabo, Beroroha ou Manja...

On pourrait ajouter que les difficultés inhérentes aux transports accroissent même l'iniquité du commerce de traite.

Par ailleurs, le problème des débouchés n'est pas réglé. Certes, il y a l'exportation qui touche surtout certaines productions comme les pois du Cap ou les haricots, sans oublier les produits de l'élevage — aujourd'hui très limités — et qui contribue à faire du Sud-Ouest malgache un petit « espace colonial » selon l'expression d'A. Fremont (5) tournée vers le port de Tuléar (6), accessoirement vers celui de Morombe ; pourtant, les marchés urbains liés à la création de véritables villes demeurent très étroits : ceci correspond peut-être à une certaine « croissance sans développement » (7) ? En effet, autour de Tuléar qui n'a jamais connu une expansion extraordinaire (aujourd'hui cette ville a moins de 50 000 habitants), de petits centres urbains sont nés des postes administratifs créés par les autorités coloniales mais ils ne dépassent jamais — à l'exception de Morombe qui a 6 000 habitants — les 5 000 habitants ; ils ont longtemps servi de relais dans le système de l'économie de traite.

Enfin, le sous-développement régional qui s'est donc déjà traduit par une extension limitée des cultures spéculatives et l'exploitation des masses paysannes, a dépendu aussi d'un très net sous-peuplement et de conditions naturelles difficiles. La colonisation a bien sûr favorisé l'immigration mais la densité totale de population n'a jamais atteint les 6 hab./km<sup>2</sup> ; et lorsque les immigrés antandroy et betsileo se sont installés dans le Sud-Ouest, leur intégration limitée a abouti souvent soit à un rapatriement de capitaux dans leur région d'origine, soit à des conflits sur la possession de la terre avec les originaires *tompon-tany*. En outre, il est intéressant de constater que les régions bien mises en valeur, en dehors des facteurs déjà énumérés telles que la présence de débouchés, une population relativement nombreuse, etc., sont également celles où il existe de bonnes conditions naturelles : les vallées et les dépressions car l'eau y est plus abondante et les sols alluvionnaires de meilleure qualité. Sans insister sur ce point, nous tenons tout de même à souligner que le Sud-Ouest malgache connaît des déficits pluviométriques importants :

— Saison sèche très marquée ;

— Saison des pluies où les faibles moyennes pluviométriques ne dépassent guère les moyennes de l'évapotranspiration, en raison des températures très élevées ;

— Variabilité très grande des pluies d'une année sur l'autre et à l'intérieur même de la saison humide.

---

(5) A. Fremont, *La région espace vécu*, Paris, PUF, 1976, 223 p.

(6) Le trafic portuaire de Tuléar est de 70 000 t environ.

(7) P. Ottino, *op. cit.*

Par ailleurs, les bons sols sont effectivement assez rares, la déforestation des interfluves, par exemple, aboutissant rapidement à la disparition de l'horizon humifère.

Nous ajouterons que ces remarques d'ordre naturel expliquent bien, justement, la nécessité d'investissements importants pour le développement d'une agriculture moderne à haute productivité. Malgré tout, une agriculture de marché est présente dans tout le Sud-Ouest de Madagascar et, avec l'apparition récente de la culture du coton (*hasy*), elle a pris même une certaine extension.

## II. L'AGRICULTURE DE MARCHÉ DANS LE SUD-OUEST

Les cultures spéculatives sont en fait très limitées et n'occuperaient guère plus de 1 % du Sud-Ouest malgache, soit moins de 700 000 hectares.

Le pois du Cap, avec une production d'environ 15 000 t/an, est surtout cultivé en pays masikoro, c'est-à-dire à l'exception de la région plus septentrionale de Morondava, dans les basses vallées du Mangoky, du Fiherenana, de l'Onilahy et dans le « couloir naturel Befandriana-Sud/Manombo » (8). Il s'agit d'une culture de décrue sur alluvions *baiboho* qui, tout le long de son cycle végétatif de contre-saison, de mars à septembre, bénéficie du sous-écoulement des cours d'eau. Les techniques de production sont généralement très rudimentaires et la plupart des opérations sont manuelles, y compris le battage *mamango*. Toutefois, on n'hésite pas à faire un ou deux sarclages dans les premiers mois de culture. En outre, pour produire cette légumineuse, beaucoup d'agriculteurs abandonnent leur village permanent car le territoire réservé à cette culture est souvent dissocié de celui qu'ils utilisent pendant la saison des pluies. Quant aux haricots et autres pois (*lojy* par exemple), ils sont cultivés dans des conditions à peu près identiques.

Les arachides sont des plantes encore plus rustiques, qui se contentent des précipitations de la saison humide et de sols moyens. Là aussi, les méthodes culturales restent archaïques ; le Sud-Ouest, avec notamment le pays mahafaly pour près de 50 %, produit près de 6 000 tonnes par an et les rendements sont de l'ordre de la tonne à l'hectare.

30 % du paddy environ serait destiné au marché, soit sous sa forme brute, soit en riz pilonné, ce qui représenterait au total à peu près 12 000 t/an. Cette culture, sous l'impulsion des immigrés historiques tels que les Antanosy ou les Bara et, plus récemment, grâce aux Betsileo, aux Antaisaka, etc., s'est développée partout où la rizière était possible, et les populations *tompontany*, Masikoro ou Mahafaly, ou *mpiavy* comme les immigrés antandroy, deviennent même d'excellents riziculteurs. Il est vrai que le riz apparaît, au fil des ans, comme le produit de base de l'alimentation régionale. Pour ce qui concerne les techniques, elles restent simples quoique plus intensives : pépinières, piétinage

---

(8) G. Dandoy, Atlas de la région Manombo-Befandriana Sud, Paris. *Contributions à l'étude géographique de l'Ouest malgache*, ORSTOM, 1972, 81 à 162.



avec des zébus, repiquage une fois sur deux en ligne, deux sarclages au maximum ; ajoutons que l'on obtient deux récoltes annuelles dans le Sud-Ouest : le *vary tsipala* de saison humide et le *vary godra* ou *zaza* pendant la saison sèche. La mise en eau des rizières, en dehors des zones aménagées où il existe théoriquement tout un réseau d'irrigation, est rendue possible grâce à des prises de dérivation dans un cours d'eau pérenne (une prise d'eau alimente un canal pour les rizières d'une famille, d'un clan), ce qui limite l'extension de la riziculture aux vallées des grands fleuves Est-Ouest, à quelques-uns de leurs affluents et à des dépressions bien alimentées : Manja, Ankazoabo, Ankililoaka, Befandriana-Sud, etc.

Le coton, enfin, a connu un essor remarquable depuis une quinzaine d'années et sa production régionale dépasserait les 10 000 tonnes avec un rendement approchant les 1,5 t/ha, ce qui est assez satisfaisant. Afin d'éviter les confusions, nous dissociérons la culture du coton de type «Samangoky» qui sera évoquée à l'occasion de l'étude des grands aménagements hydro-agricoles, de celle qui se fait dans le cadre du petit paysannat, ce partage se faisant dans des proportions égales. Mais selon le sujet que nous nous sommes imposés, l'introduction de la culture du coton dans le Sud-Ouest malgache permet de mieux comprendre le comportement du paysan face à une certaine modernisation de l'agriculture :

- Labours obligatoires (charrue tirée par des zébus ou un tracteur) et billonnage
- Utilisation d'engrais
- Nécessité de traitements anti-parasitaires
- Nombreux sarclages et rotation conseillée 1 an sur 4 avec l'*antaka* (Dolichos Lablab) utilisé comme engrais vert.

Certes, la présence d'un encadrement technique et des ristournes d'organismes publics (9) au niveau des frais de culture peuvent modifier l'impact réel de la pratique de cette culture intensive à caractère très spéculatif sur le milieu traditionnel que représente l'ensemble du paysannat régional ; mais, selon nous, les problèmes restent des indications sérieuses, ils ont valeur de tests :

— Le paysan accepte mal l'idée d'engager des frais de culture importants, même s'ils doivent accroître les rendements, donc les revenus : son calendrier agricole doit se dérouler à très court terme, ce qui explique par exemple qu'il préfère vendre une récolte de paddy entièrement plutôt que de faire des stocks pour la soudure (c'était très fréquent autrefois).

— Le plus souvent, le paysan ne cherche pas à savoir la raison exacte de l'utilisation de tel ou tel produit : ainsi, dans le Bas-Fiherenana, il considèrera que le traitement en fin de cycle en Sevin et Dimeothate, qui sont des insecticides, n'a pour but que d'activer l'ouverture des capsules (10). Dans un même ordre d'idée, ce paysan pourra négliger la remise en état annuelle de ses canaux d'irrigation si les pluies du début du cycle sont abondantes...

---

(9) La CFDT ou Compagnie Française pour le Développement des Textiles et la FIFATO ou la Société de Développement de Tuléar (sigle malgache).

(10) J.M. Hoerner, La plaine du Bas-Fiherenana, Tuléar. *Tsiokantimo*, N° 1. du Centre Universitaire Régional de Tuléar, 1976, pp. 34 à 57.

— D'autre part, le paysan ne se sent pas engagé définitivement dans la pratique d'une culture commerciale comme celle du coton ; s'il rencontre des difficultés, même très conjoncturelles (aléas climatiques, collecte défectueuse, augmentation du prix des insecticides, etc.), il se reconvertira aussitôt, n'hésitant pas même à retourner à une culture plus vivrière comme celle du maïs. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

— Enfin, s'il consent à un effort collectif immédiat comme la réfection des canaux principaux dans le cadre du *fokonolona*, le paysan n'acceptera pas de participer à l'amortissement d'investissements globaux s'il n'y est pas contraint : ainsi, il refuse de payer la location-vente à la SEDEFITA-FIFATO.

Tout ceci nous montre que la pénétration de l'économie de marché et son extension conservent une grande partie des contraintes qui les accompagnaient à l'origine.

Les autres cultures sont beaucoup moins commercialisées : cependant, les patates douces, le manioc, le maïs, la canne à sucre (pour la fabrication de l'alcool local *toaka gasy*) font partiellement l'objet de vente sur les marchés urbains, surtout grâce aux circuits parallèles du *kinanga*. De toute façon, leurs méthodes de production demeurent très traditionnelles.

Les aménagements hydro-agricoles, avec l'imposition coloniale et le développement d'une certaine société de consommation, constituent également, à leur manière, une pénétration forcée de l'économie de marché, et notamment la SAMANGOKY qui a conservé toutes ses structures coercitives. En effet, les périmètres irrigués comme ceux du Génie Rural, assez exigus en général, ou ceux de la SEDEFITA-FIFATO dans la plaine du Bas-Fiherenana ou la vallée de la Taheza, ressemblent très peu à la grande plantation de la SAMANGOKY qui devrait, dans les prochaines années, atteindre les 10 000 ha, soit 5 % environ du delta du fleuve Mangoky. Aujourd'hui, sur plus de 4 000 ha, la SAMANGOKY produit près de 8 000 t de coton et 4 000 t de paddy environ et s'il n'est pas dans nos intentions de nous étendre sur cette gigantesque réalisation, nous pouvons tout de même là mieux approcher la relation tangible qui existe entre le cultivateur-associé et la notion d'agriculture de marché :

— Le paysan qui accepte une parcelle de terre de la SAMANGOKY (moins de 1 ha en moyenne) doit obligatoirement adopter le système économique défini dans les statuts de cette société mixte à capitaux d'Etat à 80 % ; il devient une sorte de métayer que l'on appelle, pour éviter les confusions, cultivateur-associé.

— Sans jamais devenir propriétaire, il a l'usufruit de sa terre et il peut la transmettre par héritage. « La SAMANGOKY est ainsi tenue d'assurer la préparation mécanique des terres, la fourniture de l'eau jusqu'au canal quaternaire, la fourniture des semences et engrais ainsi que les traitements sanitaires. Elle assure, en outre, la commercialisation des récoltes et l'encadrement des cultivateurs-associés. Ceux-ci s'engagent à fournir le travail nécessaire aux opérations de semis, sarclage, démariage, deuxième épandage d'engrais, irrigation de la parcelle, cueillette suivant les techniques vulgarisées » (11).

— Si ce cultivateur-associé dispose du riz pour son alimentation personnelle,

---

(11) SAMANGOKY, note de synthèse, Tananarive, 1974, 9 p. ronéo.

il doit donner environ 2,5 t/ha de sa récolte à la société ; d'autre part, il ne récupère que 50 % de la vente du coton qu'il a cultivé, soit 40 FMG/kg environ.

— Enfin, le cultivateur-associé bénéficie d'une relativement bonne infrastructure scolaire et sanitaire et même, de logements « en dur ».

Les imperfections de cette plantation se résument cependant aux quelques problèmes suivants :

— Parcelles distribuées trop petites ; qualité des sols récemment aménagés très discutable.

— Revenus moyens souvent inférieurs à ceux que des agriculteurs obtiennent avec l'association traditionnelle maïs, manioc, patates douces et pois du Cap.

— Conflits société-représentants des communautés villageoises au sujet de malversations ou passe-droits souvent très critiquables.

— Enfin, le cultivateur-associé doit se plier à la discipline générale faute de quoi il peut être renvoyé.

Et pourtant, l'accession au statut de cultivateur-associé au sein de la SAMANGOKY est aujourd'hui le but d'un nombre toujours plus grand de paysans du Bas-Mangoky et d'ailleurs. De la pénétration de l'économie de marché sous sa forme contraignante que nous avons déjà évoquée, on serait passé, à la SAMANGOKY, ces dix dernières années, à la situation inverse, l'admission en tant que cultivateur-associé étant devenue une consécration sociale. Les raisons semblent assez simples :

— La SAMANGOKY, c'est la certitude de revenus monétaires *confortables* alors que, par exemple, les paysans auraient du mal à vendre aujourd'hui leur production de pois du Cap.

— La SAMANGOKY, c'est aussi la certitude de revenus *constants* qui apparenteraient les cultivateurs-associés à des salariés.

— La SAMANGOKY, enfin, représente un îlot de progrès social : les conditions de travail y sont bien moins dures et les avantages sociaux, tant sanitaires que scolaires par exemple, indéniables.

Toutefois, nous devons rappeler que ce type de développement est impossible à concevoir à l'échelle du Sud-Ouest tout entier car le coût de l'hectare aménagé dépasserait les 1,5 million FMG ! Nous ajouterons, d'autre part, que la SAMANGOKY qui ne consacre aucune part de son budget au moindre amortissement, doit même recevoir des subventions pour fonctionner normalement.

### III. AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT

La double voie économique choisie par les autorités nationales, applicable à l'agriculture, résume assez bien les orientations et les hésitations du développement de l'agriculture dans le Sud-Ouest malgache : le pays doit d'abord assurer son alimentation mais, par ailleurs, il doit « produire à outrance » (12) afin de disposer d'un maximum de revenus. Or nous constatons aujourd'hui que l'agri-

---

(12) Gros titre en première page d'un « Madagascar-Matin » de mars 1979 (quotidien national à plus fort tirage).

culture du Sud-Ouest recherche avant tout à satisfaire ses propres besoins alimentaires, qu'en outre il est toujours prêt à commercialiser la plus grande partie de sa récolte mais que le cas échéant, il peut très bien choisir un certain isolement, un repli sur soi-même, ce qui correspond à un retour même provisoire vers l'autosubsistance.

En effet, les problèmes inhérents à la commercialisation actuelle des produits agricoles obligent le cultivateur à une certaine prudence et réveille même en lui, le doute qu'il a toujours eu quant à l'efficacité d'une agriculture spéculative ; n'oublions pas que le programme originel de développement de la SEDEFITA-FIFATO dans le Bas-Fiherenana qui avait pour premier but de faire du paysan un agriculteur intégré au circuit moderne (grâce à la monoculture du coton), était conçu justement pour arracher la masse paysanne à sa vie traditionnelle. Le commerce de traite, nous l'avons vu, était évidemment très injuste mais obligeait également le paysan à s'intégrer dans le circuit monétaire. Dès 1972/73, la prise du monopole de la commercialisation des produits agricoles tels que le pois du Cap, le riz, les arachides, voire même le manioc et le maïs, par des sociétés d'Etat ou récemment nationalisées comme la SONACO, la SINPA, la SNHU, la FIFATO ou la ROSO (13) a certes libéré le paysan de l'exploitation qu'il subissait de la part des commerçants *karany*. Mais les problèmes importants nés de cette mutation ainsi que les difficultés pour les paysans d'obtenir des prêts — en remplacement des prêts à taux usuraire auxquels ils avaient traditionnellement recours — ont abouti à la fois à un recul de la commercialisation des productions agricoles mentionnées ci-dessous et au développement d'un commerce parallèle appelé *kinanga* ou *riso-riso*.

Le nouvel organigramme de la commercialisation agricole s'est heurté, il est vrai, aux problèmes suivants :

— Il est difficile de se substituer du jour au lendemain à des structures très bien rodées même si elles étaient injustes. Le boutiquier-collecteur de brousse était la pièce maîtresse de l'ancien système et les commissions *Vatoeka* des *Fokonolona* (commissions économiques des communautés villageoises) n'ont pas su les remplacer complètement : l'importance des avances sur récoltes par exemple.

— Ces nouvelles sociétés sont toujours obligées de recourir aux moyens de transport des commerçants qui font passer leurs intérêts personnels avant ceux de leur société.

— Une mauvaise organisation générale a abouti à la méfiance des organismes de crédit (banques nationalisées) et le problème des fonds pour la collecte se pose régulièrement.

— Des tierces personnes, enfin, profitent de la situation pour jouer les intermédiaires entre ces sociétés et les paysans, ce qui réduit d'autant les marges bénéficiaires de ces derniers alors que l'ensemble des prix agricoles au niveau des producteurs a été largement majoré.

---

(13) SONACO ou Société Nationale de Commerce ; SINPA ou Société d'Intérêt National pour les Produits Agricoles ; SNHU ou Société Nouvelle des Huileries de Tuléar, et ROSO, Compagnie ex-Marseillaise.

Dans ces conditions, le développement du *kinanga* ou commerce parallèle, qui est le fait de petits commerçants même si les bailleurs de fonds appartiennent parfois au «circuit supérieur», apparaît comme un moindre mal, d'autant plus que le moyen de transport utilisé reste la charrette, praticable partout à l'opposé des camions qui ont des problèmes de pièces détachées, causes du renchérissement de leur coût. Le *kinanga* est, en quelque sorte, une réponse aux difficultés que rencontre la mutation des structures commerciales :

— Il existait autrefois mais restait très réduit ; sans le *kinanga* aujourd'hui, beaucoup de régions seraient complètement enclavées : impossibilité de vendre leur production et donc d'acheter les produits usuels de consommation.

— L'augmentation officielle des prix agricoles à la base s'avérant insuffisante face à l'inflation des prix des produits de consommation courante, le *kinanga* aboutirait à un réajustement.

— Enfin le *kinanga* permet, dans une certaine mesure, aux anciens commerçants de poursuivre discrètement leur négoce, ce qui n'est pas bien sûr un facteur très positif.

Cependant le *kinanga* reste limité à un petit nombre de produits : surtout le riz, le maïs, le manioc, la canne à sucre, le bois et les poissons séchés ou salés. Ceci signifie donc que les problèmes de collecte qui touchent le coton, le pois du Cap ou les arachides, toutes grandes cultures spéculatives, ne trouvent pas leur solution dans le développement du *kinanga* : par conséquent, les paysans limitent leur production ou la suspendent. Ainsi, cette année 1979, les superficies cultivées en coton diminueraient de moitié — il est vrai que les conditions naturelles, inondations puis sécheresse, ont contribué à ce reflux — et les productions de pois du Cap et d'arachides ne connaîtraient pas de reprise, restant à un niveau de 25 à 50 % plus faible qu'en 1974... Les paysans retournent à des cultures vivrières comme le maïs qui peut, à la limite, être vendu en *kinanga*. A Bezaha, sans que le problème de la collecte ait été posé et avant même les dégâts dus aux inondations causées par le cyclone tropical Angèle de décembre 1978, les riziculteurs tanosy ont volontairement limité leur production, notamment en *vary godra* ; certes, on a invoqué des insuffisances d'irrigation, liées à l'ensablement des canaux et au manque d'eau en général en fin de saison sèche, mais les causes étaient ailleurs. Selon nous, la finalité même de la société rurale était remise en question :

— La suppression des contraintes tels que les impôts libèrent les paysans d'un surplus monétaire à dégager.

— La société de consommation n'a pas prise sur le monde rural qui, de surcroît, a de moins en moins accès à une grande quantité de produits importés en raison de l'inflation galopante de leurs prix.

— Et finalement, l'accroissement de l'épargne en zébus, beaucoup plus importante qu'on ne le dit, se trouve même compromis par la recrudescence des vols de bœufs... Il y a là limitation d'un stimulant d'enrichissement et donc de développement.

En définitive, ce qui est important à souligner, c'est la facilité avec laquelle les paysans reviennent à une vie plus traditionnelle, fondée sur l'autosubsistance. La pénétration de l'économie de marché dans le Sud-Ouest de Madagascar ne serait donc pas un phénomène irréversible ?

Il vaut mieux en rester là quant à nos suppositions relatives à un retour absolu vers une économie vivrière, uniquement basée sur la consommation de ses propres productions.

Cette conception correspondrait assez mal aux mentalités actuelles sinon permanentes du monde rural du Sud-Ouest qui craindrait avant tout « la régression vers un genre de vie de cueillette » (14), c'est-à-dire en fait l'abandon des nombreux apports socio-économiques des cent, voire des deux cents dernières années. Il s'agit bien d'un facteur positif et nous devons plutôt considérer ce repli comme une étape, au pis comme un avertissement.

La part des revenus monétaires sur l'ensemble des revenus des agriculteurs du Sud-Ouest malgache est en effet beaucoup plus élevée qu'on ne le pense. A partir des cultures pratiquées et des superficies cultivées, nous avons pu évaluer ces revenus (15). Ils constitueraient de 50 à 75 % des revenus totaux d'une famille paysanne et si la moyenne régionale de ces revenus monétaires annuelles par famille est à peu près de 45 000 FMG, ceux-ci pourraient atteindre jusqu'à 155 000 FMG !

Régions ou pays	Revenus globaux	Revenus monétaires
Moyenne régionale. . . . .	80 000 FMG	45 000 FMG
SAMANGOKY . . . . .	130 000 FMG	100 000 FMG
Delta du Mangoky . . . . . (hors Samangoky)	180 000 FMG	110 000 FMG
Antseva/Ankililoaka . . . . .	140 000 FMG	125 000 FMG
Dépression d'Ankenta . . . . . (60 km Est de Tuléar)	205 000 FMG	155 000 FMG

Ces données qui datent de 1977 seraient-elles donc remises en question ? Le développement du *kinanga* qui n'est qu'une adaptation des structures commerciales aux moyens dont dispose le monde rural et la poursuite des mouvements migratoires des populations des zones isolées vers les espaces plus ouverts où l'on pratique des cultures spéculatives (exemple des Bara du massif de Mikoboka qui viennent s'installer dans le pays d'Antseva-Ankililoaka), nous autorisent à penser que la participation à l'économie de marché reste le but de tout paysan, même s'il peut s'en passer provisoirement.

L'économie monétaire a largement pénétré dans le Sud-Ouest de Madagascar et l'agriculture, grâce au développement des cultures spéculatives, en a bien bénéficié. Mais cette pénétration ne repose pas sur des structures de

(14) H. Lavondès, Bekoropoka, quelques aspects de la vie familiale et sociale d'un village malgache, Paris. *Cahiers de l'Homme*, Mouton & Co., 1967, 188 p.

(15) J.M. Hoerner, La dépression d'Ankenta, Tuléar. *Tsiokantimo*, N° III-IV, revue du Centre Universitaire Régional de Tuléar, 1977, pp. 117 à 128.

production et de commercialisation bien établies et tous les phénomènes conjoncturels prennent des proportions énormes. Ainsi, si l'agriculture de marché est aujourd'hui bien acceptée, le retour à une plus grande autosubsistance est toujours possible, même si elle n'est pas souhaitée par l'ensemble du monde rural.